

Avenir Suisse veut revoir la politique agricole

Dans une étude, le groupe de réflexion libéral estime que les coûts totaux liés à la branche s'élèvent à plus de 20 milliards par an. L'USP réagit avec fermeté.



Les consommateurs sont confrontés à un niveau des denrées alimentaires record. (Photo: Keystone/archive/photo d'illustration)

on off i

politique agricole doit impérativement être réformée, affirme Avenir Suisse. Dans une étude, le groupe de réflexion libéral estime les coûts totaux liés à la branche à plus de 20 milliards par an. L'USP fustige des calculs obscurs et des propositions «honteuses».

Une faute?

Signalez-la-nous!

Selon l'étude publiée vendredi, la Suisse s'offre une des politiques agricoles les plus coûteuses au monde. Et les 3,8 milliards de francs de dépenses officielles de la Confédération pour le groupe de tâches «Agriculture et alimentation» ne sont que la pointe de l'iceberg, dit-elle.

En répertoriant l'ensemble des coûts économiques directs et indirects et des privilèges accordés au secteur agricole, Avenir Suisse arrive à un total d'environ 20 milliards de francs. Le groupe de réflexion compte notamment dans ces montants les coûts dévolus à la protection de la frontière, les désavantages à l'exportation dus à l'absence d'accords de libre-échange et les dégâts à l'environnement.

Les contribuables et les consommateurs paient le plus lourd tribut (47%). Le niveau des prix des denrées alimentaires est en moyenne 78% plus élevé que celui de la moyenne des pays de l'UE, dit le groupe de réflexion dans son document intitulé «Une politique agricole d'avenir».

Selon le groupe de réflexion libéral, un programme en dix points à l'horizon 2030 serait susceptible de réduire les coûts économiques liés à l'agriculture d'environ 14,4 milliards de francs par an. Cette stratégie permettrait également d'offrir une perspective entrepreneuriale aux paysans, soutient-il.

Réduire la protection douanière

Avenir Suisse propose de réduire la protection douanière sur les biens agricoles - le plus gros potentiel d'économies selon lui, soit 7,1 milliards de francs - demande l'abolition des subventions préservant les structures ou encore une réforme de l'indemnisation des prestations d'intérêt général. Les paiements directs devraient être réduits de moitié.

L'étude préconise également une «définition moderne» de la sécurité d'approvisionnement, qui doit reposer aussi sur des denrées importées, une réduction de la densité législative agricole, une modernisation du droit foncier et une diminution des coûts environnementaux.

En outre, un «frein agricole» devrait être mis en place et le contrôle des fusions devrait être révisé pour empêcher de nouvelles acquisitions sur le marché du commerce de détail.

Calculs obscurs

Pour l'Union suisse des paysans (USP), l'étude d'Avenir Suisse regorge d'affirmations absurdes et de propositions insensées. «Honteux», «inutile», les mots ne manquent pas à la faïtière pour critiquer le groupe de réflexion.

«La politique agricole est importante, car l'argent ne se mange toujours pas», réagit l'USP. L'estimation des coûts de l'agriculture à 20 milliards de francs par année est décrite comme abracadabrante. «Il s'agit de pures jongleries de chiffres, sans fondement et avec des hypothèses complètement irréalistes.»

Les familles paysannes vendent pour 10 milliards de matières premières alimentaires chaque année. A cela s'ajoutent des paiements directs à hauteur de 2,8 milliards de francs, soit un total d'à peine 13 milliards. «Avenir Suisse réussit le tour de force de faire 14 milliards de francs d'économies», critique l'USP.

Pour le groupe de réflexion, l'agriculture suisse n'est pas assez concurrentielle. Sa solution: quelques grandes entreprises industrielles avec des élevages de masse. La perte d'une agriculture notable en Suisse n'est pas dramatique, note cyniquement l'USP: «importer est de toute manière moins cher».

La santé coûte bien plus cher

Pour l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF), la seule idée d'Avenir Suisse est simplement la suppression de la politique agricole.

En 2017, les dépenses par ménage étaient de 15,7% pour les assurances et de 6,3% pour l'alimentation et les boissons non alcoolisées. Et les coûts de la santé augmentent chaque année, relève l'association.

Une préoccupation pour de nombreux ménages à laquelle Avenir Suisse pourrait s'atteler en proposant, par exemple, une alimentation plus responsable. «Mais probablement cette recommandation serait contraire aux intérêts des généreux donateurs d'Avenir Suisse, actifs majoritairement dans les milieux de la pharma, des assurances et de la finance», conclut l'ASSAF.

(nxp/ats)

Plus de sujets



Un chat abandonné avec «l'ossature en miettes»

Deux matous ont été enfermés dans une boîte et abandonnés aux portes de la Société vaudoise de protection des animaux. L'un d'eux a dû être euthanasié.



Un nouveau bulletin de versement pour 2020

Après près de 20 ans de bons et loyaux services en Suisse, une nouvelle ère se dessine pour le bulletin de versement.



Testez-le.

Le GLC avec transmission intégrale 4MATIC dès CHF 319.-/m. Allez où votre cœur vous mène.

53 Commentaires

Les commentaires les plus populaires

- Ritchy** le 07.09.2018 08:09
 69
 6 ► **payer pour du bon!**
 Ils ont raison, il faut supprimer l'agriculture... ouvrir les frontières à tout ce qui est produit n'importe comment, n'importe où sur la planète... et une fois qu'on aura plus de paysans en Suisses, le monde va nous mettre des méga taxes à l'import... vive la souveraineté alimentaire, même si elle a un prix, le prix des salaires de nos paysans, le prix de notre liberté!
- garantie** le 07.09.2018 07:43 via 
 73
 10 ► **suisse**
 En une phrase: supprimons l'agriculture de notre pays. Dommage. l'étude a raison, faut supprimer les aides mais ne pas payer un vrai prix. importons avec une qualité écologique discutable. (ogm, produit phytosanitaire interdit depuis des décennies en suisse....) Enfin continuons à détruire cette branche au profit d'autre lobby financier, industriel et immobilier.
- iBibix** le 07.09.2018 07:55 via 
 59
 8 ► **Timing pour votations à venir...**
 Logique absurde, texte sous forme de contre-projet pour initiatives agricoles en votations. La baisse de productivité, cela s'explique par les changements climatiques et l'agro-industrialisation des procédés, moins adaptatifs au changement. Permaculture et agriculture endémique produisent tout autant que les techniques de monocultures. Pour les coûts liés à importation, je préfère payer plus cher des produits locaux et responsables qu'avoir du soit disant Bio importer (non contrôlés par le pays exportateur). Quant aux subventions, les paysans sont malheureusement soumis aux exigences du marché.

Les derniers commentaires

- Arthur** le 08.09.2018 06:38 via 
 1
 1 ► **pas de quoi fouetter un chat**
 J'ai pris le temps de lire l'étude (et pas que l'article) et je suis scotché par les commentaires. Voilà mon avis. Avenir suisse ne veut pas tuer l'agriculture, elle y a constaté des inefficacités et la veut différente en proposant ses pistes de solutions. Elle ne prétend nulle part que c'est la seule manière. L'agriculture libérale qu'elle propose a déjà en partie existé en Suisse : avant 1939
- La@Fouine©** le 07.09.2018 19:42
 10
 1 ► **Déclarations inappropriées**
 Des déclarations de riches! Importons des légumes ou des fruits qui sont sans le moindre contrôle et dont les labels sont plus que fumistes. Un proche parent revient du Portugal: des tomates qualifiées de bio toutes vertes en les essuyant avec les mains ce sont les mains qui deviennent vertes. Comme des nectarines espagnoles "supergoût" avec un goût de chimie. C'est ça que veulent les requins de avenir "destructeur" suisse. Ce qui est certain c'est que ses membres ne seront pas les consommateurs de cette m...
- Dordon** le 07.09.2018 12:54
 12
 1 ► **Bizarre le moment de linfo !**
 Je men fou, je veux des bons produits SUISSE et que nos paysans aient le salaire de leur labeur, leur permettant d'avoir une vie économique digne et humaine
- Papet vaudois** le 07.09.2018 12:35
 15
 1 ► **Mensonges et contres vérités**
 Une prochaine votation sur l'avenir de notre agriculture, et hop comme par hasard, une étude qui propose le contraire. Merci les lobbyistes
- Hubert** le 07.09.2018 12:32
 11
 1 ► **foutaises Avenir Suisse**

20-15=5 milliards. quand on déduit les coûts imaginaires inventés par Avenir Suisse, on en revient aux aides directes reçues par les paysans !

▼ Tous les 53 Commentaires